

INDICES


MONTRÉAL 1760,83
 (-2,42) (-0,13%)


TORONTO 3319,91
 (-3,24) (-0,09%)


NEW YORK 3326,24
 (+12,70) (+0,38%)


MEXIQUE 1761,09
 (+6,85) (+0,39%)


DOLLAR 79,29
 (-0,06%)


OR 332,90 \$
 (stable)

A LIRE

Claude Picher

Même avec une croissance d'environ 3 p. cent comme le prédisent les spécialistes, on ne saurait parler d'une reprise vigoureuse, écrit notre chroniqueur Claude Picher qui examine les instruments dont on dispose pour voir venir la reprise.

Page F 3



Michael Milken

Milken en liberté surveillée

AFP

PLEASANTON

Le financier américain Michael Milken sera placé en liberté surveillée à partir du 4 janvier après avoir passé 22 mois en prison pour une série de fraudes sur le marché obligataire américain, a annoncé un porte-parole de la prison où il est détenu en Californie.

M. Milken sera autorisé à travailler durant la journée mais devra regagner une résidence surveillée de Los Angeles durant la nuit, a précisé la même source.

Aucun détail n'a été fourni sur les prochaines activités de M. Milken qui s'est vu interdire à vie, par la Securities and Exchange Commission (gendarme de la bourse), toute activité dans une firme d'investissements en contact avec les marchés financiers.

L'investisseur, qui avait fait sa fortune sur l'émission de «junk-bonds» (obligations à haut risque et taux d'intérêt élevé) pour la firme Drexel Burnham Lambert dans les années 80, avait été condamné à 10 ans de prison et à une amende de 1,1 milliard de dollars. Mais, en août, sa peine avait été réduite à deux ans de prison après qu'il eut collaboré à l'enquête sur les irrégularités commises par d'autres investisseurs.

Les boules de cristal de l'économie canadienne 1993



Le panel des experts de La Presse, dans l'ordre habituel: George Saba, Maurice Marchon, Richard Lesage et Yves Rabeau. Derrière les spécialistes, une carte du monde, champ de compétition où se jouera l'avenir des entreprises québécoises.

PHOTO ROBERT NADON - La Presse

L'expansion se poursuit à un rythme plus rapide



MAURICE JANNARD

Sans être une année où les rebondissements se feront de façon spectaculaire, les prochains douze mois permettront toutefois à l'activité économique d'avancer à un rythme plus rapide que celui de l'an dernier, qui fut caractérisé par un sur-place morose.

Petit train ira loin, annonçaient les spécialistes il y a un an pour 1992. La prédiction fut trop généreuse: le convoi a bougé, mais à peine. Cette fois-ci le verdict prend de l'assurance et il présente aussi une plus grande unanimité dans les points de vue exprimés.

Dans son exercice traditionnel de fin d'année, La Presse a consulté de nouveaux ses boules de cristal. Dans leurs prévisions, dix grandes institutions en arrivent à la conclusion que l'économie canadienne progressera en moyenne de 3,2 p. cent l'an prochain.

Ce taux dépassera la performance de 1992 qui fut à peine supérieure à un p. cent. En décembre 1991, les experts avaient annoncé une augmentation de 3 p. cent pour cette année. Un tir trop haut, quoi!

En revanche, les nouvelles sont moins bonnes pour les chômeurs puisqu'ils devront s'armer de patience et que la quête d'emplois sera maigre. Plus de 1,6 million de Canadiens se retrouvent sans travail et ce chiffre n'est pas près de diminuer.

Puis, La Presse a réuni un panel d'experts afin de dégager les mouvements de fond qui marqueront les prochains mois. Il ne s'agit pas seulement de prévoir ce qui va arriver en janvier ou février, mais également de projeter pour le mois de novembre ou de décembre prochain. L'exercice devient plus périlleux.

«L'année 93 sera la suite de ce que nous avons eu en 91 et 92», a lancé d'emblée Yves Rabeau, professeur en conjoncture et stratégie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). «Nous sommes dans une transition très lente vers une période d'expansion longue.»

Gains d'emplois modestes

Selon M. Rabeau, la croissance actuelle

ne ressemble pas à un cycle normal de reprise où le produit intérieur brut réel peut augmenter de cinq p. cent. Il faut s'attendre à des gains d'emplois modestes et à une inflation plus forte vers la fin de l'année.

Le vice-président et économiste en chef de la Caisse de dépôt et de placement du Québec, M. Richard Lesage, se montre plus optimiste que les autres. «Nous sommes convaincus que la reprise aux États-Unis est bien amorcée et que les fluctuations sur les devises seront des phénomènes de courte durée.»

D'après lui, avec la baisse du dollar canadien les entreprises canadiennes deviennent plus concurrentielles sur les marchés extérieurs. L'inflation demeure sous les deux p. cent, selon M. Lesage. Par contre, il y aura forte progression dans les profits des sociétés.

«Au début de la reprise, la grande partie des bénéfices ira au secteur des entreprises et non à celui des ménages», affirme le dirigeant de la Caisse de dépôt.

En accord avec l'avis exprimé par les spécialistes précédents, M. Maurice N. Marchon, professeur à l'Institut d'économie appliquée de l'École des Hautes Études Commerciales, déclare: «La reprise américaine est l'élément essentiel qui va nous sortir du trou.»

Avec la chute du huard, les entreprises manufacturières n'ont plus d'excuses pour ne plus être compétitives. «Tant que le taux de chômage demeure plus haut que huit p. cent, il y aura des pressions à la baisse sur les salaires», ajoute M. Marchon. Or, ce n'est pas avant 1997-1998 que l'on reverra un niveau si peu élevé de chômage.

La hausse moyenne de 26 p. cent dans les bénéfices des entreprises reposera en grande partie sur les gains de productivité.

Le vice-président et économiste en chef de la société Montréal Trust, George Saba, pense également que les coûts de main-d'œuvre bougeront très peu. Par contre, la croissance subit de fortes contraintes. «Il y a un manque de confiance chez le consommateur et son niveau d'endettement reste élevé», souligne M. Saba.

Ce dernier ne serait pas surpris de voir un taux hypothécaire de 6,5 p. cent (échec d'un an) vers la fin de l'année. «Par contre, il y a quelques soucis à cause de la situation politique car le Canada risque de se retrouver avec un gouvernement minoritaire.»

Les élections fédérales auront lieu vraisemblablement à l'automne prochain et l'absence de majorité parlementaire dans le parti ministériel pourrait amener une pression à la hausse sur les taux d'intérêt.

Comment peut-il y avoir croissance réelle de plus de trois p. cent alors que le nombre de chômeurs grimpe et que les annonces de licenciement se poursuivent? a demandé La Presse aux membres du panel.

«Les ventes de Noël s'annoncent super», répond rapidement le professeur des HEC. «Pour la première fois, il y a de bonnes nouvelles et les inventaires ont baissé.» Selon M. Marchon, un phénomène psychologique important fait son apparition actuellement.

«Le lendemain de l'Action de grâce, le nouveau président, Bill Clinton, s'est promené dans un centre commercial. Le message était important: il y a une nouvelle administration, faites-nous confiance, dépensez à nouveau et ayez du plaisir, semblait-il dire aux Américains.»

«Trois p. cent c'est décevant mais l'expansion va durer plus longtemps», ajoute l'universitaire. «Nous assisterons à une longue expansion jusqu'à l'an 2000 et c'est de cette façon que nous améliorerons notre niveau de vie.»

Richard Lesage note que certains indicateurs ont progressé. «Les dépenses de consommation ont augmenté de 3,5 p. cent au troisième trimestre de 1992», précise-t-il. Depuis sept mois, 77 000 emplois ont été créés au pays.

Yves Rabeau mentionne que plusieurs ménages profitent d'un loyer de l'argent plus bas et renégocient leur endettement. «Les gens n'ont pas consommé depuis deux ans, il y a du rattrapage à faire de ce côté.»

Rationalisation

Les économistes s'entendent pour dire que plusieurs industries devront poursuivre en 1993 leurs efforts en vue de restructurer la production et de rationaliser les effectifs. «Le secteur privé a réduit sa taille, mais le gouvernement n'a rien fait encore», déclare le professeur Marchon.

Toutefois, le secteur des produits pharmaceutiques, celui de l'informatique et celui des télécommunications continueront de croître et d'embaucher de nouveaux travailleurs. Au Québec, particulièrement, l'industrie des télécommunications est devenue une locomotive pour les exportations.

George Saba explique que le taux de chômage actuel est sous-estimé. Bien que le taux déclaré au Canada soit de 11,5 p. cent, ce dernier a évalué que le taux de chômage «corrigé» est en fait de 13,7 p. cent. «Même si la récession de 1982-83 fut plus sévère, le taux de chômage dans le moment est plus élevé que durant cette période.»

Québec

M. Lesage affirme que les nouvelles sont moins bonnes au Québec que dans l'ensemble canadien, la récession ayant été plus dure ici. Selon son collègue Rabeau, la province compte un million de personnes qui vivent dans les filets de la sécurité sociale.

Le niveau de sans-emploi dépassera 11 p. cent dans l'ensemble canadien alors qu'au Québec il avoisinera les 13 p. cent en moyenne. Le Québec affiche un taux de chômage de 14,3 p. cent actuellement.

Par contre, M. Lesage fait valoir que d'importants projets rouleront à pleine vapeur cette année à la suite du redémarrage de la société General Motors à Boisbriand et de l'entrée en production aux alumineries Alouette et Noralco. Les dépenses d'investissement d'Hydro-Québec constituent un bon soutien pour l'économie de la province.

Marchés monétaires

La grande inconnue pour 1993 demeure le comportement du dollar canadien et son impact sur la politique monétaire de la Banque du Canada. Nos experts divergent ici largement d'opinion et se divisent en deux groupes, MM. Lesage et Marchon d'un bord et Rabeau et Saba de l'autre.

Les premiers affirment que l'inflation étant sous contrôle, les périodes d'insécurité seront temporaires tandis que les seconds prévoient plus d'incertitude du côté des capitaux étrangers qui détiennent une part accrue de la dette publique. «On va vivre toujours sous une crise (monétaire) ou une autre», déclare le professeur de l'UQAM.

Celui-ci soutient que les cotes de crédit de grandes institutions gouvernementales seront abaissées, le déficit budgétaire de l'Ontario atteindra 14 milliards de dollars, celui du Québec oscillera entre 4 et 5 milliards et la société Hydro-Québec fera parler beaucoup d'elle, étant aux prises avec des difficultés profondes.

LES BOULES DE CRISTAL — 1993

INSTITUTIONS	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT - RÉEL		TAUX DE CHÔMAGE		INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS		BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS AVANT IMPÔTS	HYPOTHÈQUES FERMÉES UN AN	DOLLAR CANADIEN (CENTS US)
	CANADA	QUÉBEC	CANADA	QUÉBEC		CANADA	QUÉBEC			
Banque Nationale	3,4	3,5	10,6	12,3	2,1	180 000	38 000	30,0	8,00	81
Mouvement Desjardins	3,4	3,6	11,2	12,7	2,4	196 000	45 000	26,9	7,00	77,5
Caisse de dépôt et de placement du Québec	3,5	3,4	11,2	12,5	1,8	182 000	39 000	23,0	—	77,8
Conference Board	2,9	2,9	11,2	12,7	2,6	180 000	38 000	16,0	7,6	80,2
Hautes Études Commerciales	3,3	3,1	11,3	12,9	2,0	185 000	43 000	21,0	7,5	79
Université du Québec à Montréal	3,0	2,3	11,8	12,8	2,8	170 000	38 000	15,0	9,0	78
Banque de Montréal	3,2	3,0	11,1	13,0	1,3	189 000	41 000	22,9	6,25	78
Banque Royale	3,5	3,6	11,1	11,5	2,6	185 000	45 000	36,7	8,25	78,8
Banque Scotia	2,3	2,1	11,2	12,8	2,0	175 000	41 000	35	—	—
Montréal Trust	3,0	3,0	11,2	13,0	2,2	190 000	40 000	30,0	6,50	78
Moyenne	3,2	3,1	11,2	12,6	2,2	183 200	40 800	25,7	7,5	78,7
Estimation 1992	3,1	2,5	10,2	11,7	3,1	185 000	43 500	29,1	8,25	86,2

Des «mal-logés» envahissent un hôtel chic de Paris

AP
PARIS

■ Environ 200 personnes sans logis, dont de nombreux enfants, ont occupé pendant deux heures hier après-midi le hall de l'hôtel George V à Paris, à l'appel de l'association Droit au Logement: un «acte symbolique pour aider les Français à comprendre la détresse des mal-logés».

Il n'y a eu aucun incident lors de cette manifestation, dans un des hôtels les plus luxueux de la capitale, près des Champs-Élysées. Les sans-logis — hommes, femmes, enfants originaires d'Afrique et d'Afrique du Nord pour la plupart — sont arrivés vers 15h30, installant un sapin de fortune en carton jaune dans le hall.

Des pourparlers se sont engagés entre les organisateurs et la direc-

tion de l'hôtel, qui a déclaré comprendre les revendications des manifestants et a offert des boîtes de chocolat aux enfants présents. «On ne reste pas là pour s'y installer. On veut simplement dire: «Ceux qui ont, tant mieux pour eux, mais qu'ils regardent ceux qui n'ont pas». Il faut que cet égoïsme effrayant et qui gangrène notre société finisse une bonne fois pour toutes», a expliqué Jean-Claude Amara, un des animateurs de l'association Droit au Logement (DAL).

Le président d'honneur de DAL, le généticien Albert Jacquard, était présent.

«Aucune des familles ici n'est logée décemment. Beaucoup sont à la rue, d'autres vivent dans des foyers, des hôtels de tourisme pendant deux ou trois jours et ensuite le lendemain chez des amis, et ainsi de suite. Ce ne sont plus vraiment des individus.»



PHOTO REUTERS

C'était le calme à Tokyo

Les négociateurs à la Bourse de Tokyo font des signes avec leurs mains à un des comptoirs de transaction. La séance de la Bourse japonaise a été très calme en raison de la fermeture de la plupart des marchés financiers dans les grands pays industrialisés à l'occasion de Noël.

En bref

LE JAPON N'EST PAS ÉPARGNÉ

■ Les statistiques économiques de novembre publiées hier au Japon témoignent une fois de plus que ce pays n'est pas non plus épargné par la crise économique internationale. Le chômage a augmenté en novembre, tandis que les ventes au détail, les commandes au BTP et la production industrielle ont baissé, toute variation étant exprimée en glissement annuel. Le seul point encourageant est la sixième hausse consécutive des mises en chantier. Le taux de chômage annuel (corrigé des variations saisonnières) est à 2,3 p. cent, niveau le plus élevé depuis 1989. Les ventes au détail ont, pour le sixième mois consécutif, diminué de 3,2 p. cent, tandis que les commandes au BTP ont chuté de 8,1 p. cent pour le huitième mois d'affilée. La production industrielle a reculé de 8,0 p. cent, pour le 14^e mois consécutif.

REGROUPEMENT STRUCTUREL

■ Les pouvoirs publics français ont annoncé avec les industriels concernés, un rapprochement des entreprises Aérospatiale et Dassault qui, de l'avis de toutes les parties, préserve l'indépendance des deux entreprises. Ce rapprochement, officiellement limité à la stratégie de recherche-développement, d'achats et de politique commerciale, revêt cependant un caractère spectaculaire après de longues années d'hésitation des pouvoirs publics. L'opération réalisée «dans le respect de l'identité de chaque entreprise» s'accompagne d'un renforcement significatif de la présence de la holding d'Etat SOGEPA au capital des deux entreprises et de la nomina-

tion à sa tête du président d'Aérospatiale, Louis Gallois. Cette dernière mesure a relancé les spéculations sur une emprise plus directe du groupe public Aérospatiale sur l'avionneur privé Dassault. Les deux entreprises et les ministères de la Défense et de l'Économie ont souligné que ce «rapprochement structurel à travers la SOGEPA» visait à mieux «faire face aux défis qui s'annoncent» dans une conjoncture marquée par «la baisse des budgets de défense dans le monde, les difficultés du transport aérien et une concurrence internationale exacerbée».

L'ART SORT DE LA CRISE

■ Sur la base du bon résultat des ventes d'automne, Christies International s'attend à une amélioration du marché de l'art, qui pourrait sortir de la crise dans laquelle il est plongé depuis quelques années. Christies a annoncé une hausse de 17 p. cent de ses ventes d'automne (août à décembre) à 312 millions de sterling. La hausse n'est que de quatre p. cent si le chiffre d'affaires est libellé en dollars. Les ventes annuelles de Christies ont enregistré une progression de huit p. cent à 631 millions de livres sterling. «Le chiffre de notre saison d'automne est un signe positif pour le marché de l'art et montre la solidité des secteurs traditionnels et la reprise de la confiance dans des domaines comme les tableaux d'après 1870», précise la société dans un communiqué. Christies note notamment la hausse des ventes de lots adjugés à plus d'un million \$: 38 cet automne contre 34 à la saison précédente. «Nous avons confiance dans les perspectives du marché de l'art à long terme», a assuré le président, Lord Carrington.

REVENUS DES MÉNAGES

■ Les revenus des ménages ont augmenté de 0,2 p. cent en novembre alors que les dépenses de consommation augmentaient de 0,5 p. cent a annoncé mercredi le département du commerce. Les experts s'attendaient à des hausses respectives de 0,3 p. cent et 0,4 p. cent.

PHILIP MORRIS A ST-PETERSBOURG

■ Philip Morris, premier groupe agro-alimentaire et de tabac américain, a signé un accord avec les autorités locales pour produire un million de cigarettes par an dans une ancienne usine d'armement de la région de St-Petersbourg, rapporte l'agence Interfax. Dans le cadre d'une joint venture dont 90 p. cent du capital sera détenu par la firme américaine, Philip Morris fournira 10 millions de dollars d'équipement afin de lancer le projet. Le groupe américain louera une ancienne usine d'armement pour démarrer la production, précise l'agence sans en préciser la localisation exacte. Les profits dégagés par la vente de ces cigarettes seront entièrement réinvestis dans la construction d'une nouvelle usine de cigarettes dans la région, a ajouté Interfax. Philip Morris investira dans un deuxième temps 50 millions de dollars pour la nouvelle usine. Toutes les cigarettes produites seront vendues dans le nord-ouest de la Russie.

ACQUISITIONS DE LEE

■ VF Corp., deuxième fabricant mondial de vêtements notamment avec les marques Lee et Wrangler, a annoncé le rachat de deux fabricants de lingerie, le Français Jean Bellanger et l'Espagnol Vives Vidal, pour 154 millions de dollars. Vives Vidal fabrique et distribue notamment les marques Gemma et Intima, et sa filiale Jean Bellanger fabrique et distribue les marques Lou et Carini. Les deux sociétés réalisent un chiffre d'affaires de 150 millions de dollars, a indiqué VF. En janvier, VF avait acheté Valero, un autre fabricant français de lingerie. VF a réalisé en 1991 un chiffre d'affaires de deux milliards de dollars et un bénéfice de 81 millions. La société qui, outre Lee et Wrangler fabrique et diffuse les marques Vanity Fair et Jantzen (articles de sports), emploie 40 000 personnes.

CAROLCO RENFLOUÉE

■ Les studios cinématographiques américains Carolco Pictures pourraient recevoir 120 millions de dollars d'un groupe d'investisseurs conduits par les studios Metro-Goldwyn-Mayer (MGM), eux-mêmes contrôlés par le Crédit Lyonnais, selon une source proche des négociations citée par le Wall Street Journal. Cet accord renflouerait Carolco et permettrait à MGM de distribuer les films de ces studios lorsque leur contrat avec Tri-Star, filiale de Sony, arrivera à expiration à la fin 1993. Carolco a récemment produit plusieurs grands succès commerciaux tels que Terminator II et Basic Instinct. Aux termes de cet accord, MGM apporterait 60 millions de dollars aux studios. Le reste proviendrait des principaux actionnaires actuels de Carolco: le Studio Canal Plus, filiale de la chaîne française Canal Plus, le groupe de presse italien Rizzoli Corriere della Sera, et une filiale du groupe électronique japonais Pioneer, selon le Wall Street Journal. La banque française Crédit Lyonnais, qui est majoritaire dans le capital de MGM, est également le principal créancier de Carolco dont la dette s'élève actuellement à 42 millions de dollars, selon la même source.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

705

HYPOTHEQUES

A. AI IERE, 2e, balance vente, notaire Laberge Jour, soir 729-4332

710

OCCASIONS D'AFFAIRES

C.A., 16 ans d'expérience, pratiquant tout, désire acquiescer clientèle, région de Mtl, 322-5579. GOUVERNEMENT, prêts et subventions, petites entreprises nouvelles existantes, 728-6594 local 94. INCORPORATION 695 \$, 354-1619. INCORPORATIONS ILLIMITÉES POUR investisseurs devises étrangères, court terme, risque minimum, rendement maximum, 464-7097 local 100.

718

ARGENT DEMANDÉ

AI besoin argent 1ère 2e hyp. sur propriétés notaire 729-4332

725

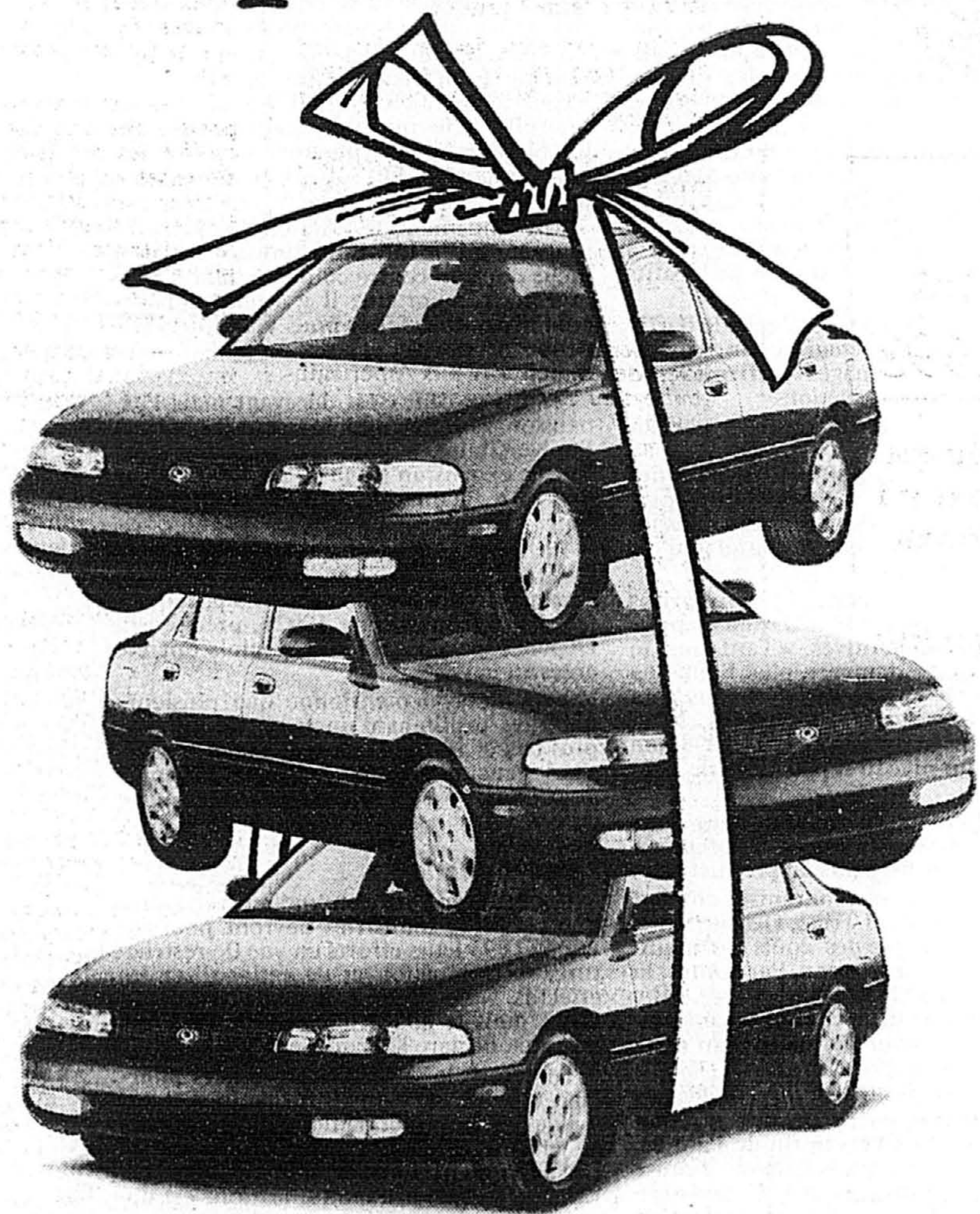
TENUE DE LIVRES, IMPÔT

A-11 Comptabilité, tenue de livres de qualité, 669-9556. VENTE, installation et 10h de formation sur le logiciel Simple Comptable (Bédard) pour 750 \$, LOGI-COMPTES 323-7133

Donnez généreusement à LA FONDATION CANADIENNE DU REIN.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS. 285-7111 INTERURBAIN SANS FRAIS 1-800-361-5013 ANNONCES ENCADRÉES 285-7000

Limite: 3 par client



Prime spéciale d'après Noël:
«Protection étendue Mazda»**

626 CRONOS
16 395\$*
CHACUNE
(batterie comprise)

Jusqu'au 5 janvier, vous pouvez vous procurer une Mazda 626 Cronos pour le prix incroyable de 16 395\$. Et, jusqu'au 4 janvier 1993, le concessionnaire Mazda vous offre la «Protection étendue Mazda» 5 ans/140 000 km gratuitement sur tous les modèles 1992 et 1993.

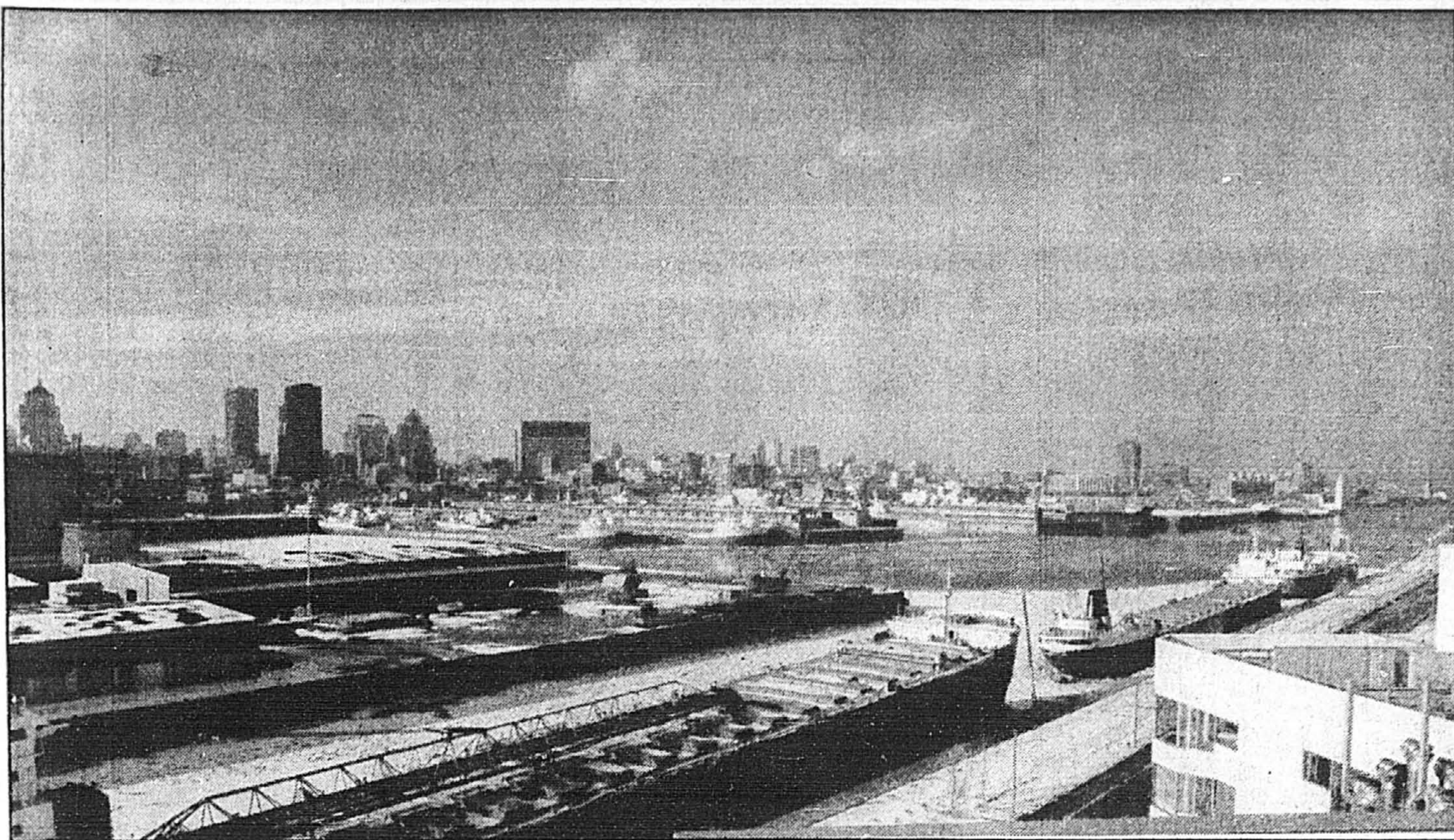
JOYEUSES FÊTES!

Les concessionnaires



du Grand Montréal

*Prix unitaire de la 626 CRONOS, modèle DX, boîte manuelle 5 rapports (peut être différent du modèle illustré). Offre du manufacturier non applicable. Transport, préparation et taxes en sus. L'acquisition du véhicule doit être effectuée selon l'inventaire du concessionnaire avant le 5 janvier 1993 inclusivement. Cette offre d'une durée limitée ne peut être combinée à aucune autre. Toutes les Mazda sont dotées d'une garantie pare-chocs à pare-chocs de 3 ans/80 000 km, sans franchise, ainsi que d'une garantie 5 ans/100 000 km des composants principales. **L'offre «Protection étendue Mazda» gratuite, couvrant les composants principales des modèles 1992 et 1993 pour 5 ans ou 140 000 km, est en vigueur jusqu'au 4 janvier 1993 inclusivement. Sa valeur est la suivante: 545 \$ pour les 323, 570 \$ pour les Protegé, 580 \$ pour les MX-5 Miata et les MX-3, 635 \$ pour les camionnettes B2200, 690 \$ pour les camionnettes B2600 et les 626 Cronos, 710 \$ pour les MX-6 Mystère, 875 \$ pour les RX-7, 895 \$ pour les 929 Serenia et 910 \$ pour les MPV. La «Protection étendue Mazda» doit être acceptée telle quelle et ne peut aucunement être remplacée par un rabais une remise ou une autre valeur promotionnelle.



La Voie maritime attribue la réduction de ses activités à la récession, mais surtout à la baisse de 20 p. cent des expéditions de céréales tombées à 12 millions de tonnes, principalement à cause de la baisse des commandes à la Russie.

PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse

Compressions prévues à la Voie maritime

RICHARD DUPAUL

■ Secouée par la récession et la chute des expéditions de céréales canadiennes vers la Russie, la Voie maritime du Saint-Laurent clôture une

autre année à fond de cale et procédera à de nouvelles compressions en 1993.

Les données préliminaires pour l'année 1992 indiquent que le trafic total de marchandises transportées

sur la voie fluviale a atteint environ 31,5 millions de tonnes, soit une baisse de 10 p. cent par rapport à l'année dernière, a affirmé à La Presse le vice-président Région Maisonneuve, M. Jean-Pierre Patoine. C'est le niveau d'activité le plus faible depuis 1964.

L'organisme s'est aussi éloigné de son objectif d'autosuffisance alors qu'on entrevoit un déficit d'environ 10 millions, soit presque cinq fois celui enregistré en 1991.

Devant la détérioration des finances, M. Patoine affirme qu'on procédera à de nouvelles compressions en 1993. Cette fois, c'est le service d'ingénierie qui écope alors qu'on réduira les effectifs (environ 75 personnes) de 20 p. cent.

La Voie maritime, qui emploie que 875 personnes, a déjà éliminé quelque 150 postes depuis deux ans dans le cadre d'un plan de contrôle ses dépenses.

La voie fluviale construite à la fin des années 50, qui relie Montréal aux Grands Lacs, clôturait la semaine dernière sa saison régulière avec le passage du cargo libérien «Chippewa» aux écluses de Saint-Lambert. (Le Port de Montréal, de son côté, est ouvert toute l'année).

«On aurait aimé fermer plus tard car la température le permettait. Mais, la demande n'était pas là», dit M. Patoine.

M. Patoine blâme la récession, mais surtout la baisse de 20 p. cent des expéditions de céréales à 12 millions de tonnes, principalement à cause de la baisse des commandes à la Russie.

En outre, les expéditions de minerai de fer se sont maintenues à 9 millions de tonnes, mais celles-ci ont souffert du ralentissement dans l'industrie de l'automobile et dans la construction.

Le secteur des autres produits en vrac (pétrole, produits chimiques, sel, etc.) est aussi demeuré stable à 6,5 millions de tonnes. Cependant, les cargaisons générales conteneurisées ont baissé de 6 p. cent.

Défavorisée

Bon an, mal an, les expéditions de céréales représentent entre 30 et 40 p. cent du trafic total de marchandises de la Voie maritime, que plusieurs considèrent comme le moteur de l'industrie maritime dans l'Est du Canada.

Pourtant, celle-ci continue à être «défavorisée» par rapport aux ports de l'Ouest, dit M. Patoine. Les ports du Pacifique prennent de plus en plus d'importance en raison du déplacement de certains marchés vers l'Asie et des subventions accordées aux fermiers de l'Ouest qui, dans certains cas, trouvent plus avantageux d'exporter le blé canadien par train vers Vancouver que vers les Grands Lacs.

«Il y a même des expéditions à destination de l'Europe et de la Russie qui partent de Vancouver», soutient M. Patoine.

Ce dernier se réjouit des recommandations récentes du Comité permanent sur les transports qui demande à ce qu'on accorde une aide équivalente au secteur maritime. Cependant, M. Patoine doute que cela puisse aboutir à court terme étant donné l'état actuel des finances fédérales. Il souhaiterait plutôt une réduction des subventions aux fermiers de l'Ouest, ce qui rendrait la «partie plus équitable», dit-il.

La Voie Maritime, pour sa part, bonifiera son programme de rabais accordés aux armateurs dans l'espoir de stimuler l'activité en 1993; celui-ci s'appliquera sur les frais de quaiage en plus des droits de péage.

On répètera l'expérience d'une mission commerciale, qui fera le tour de la clientèle dans le secteur du charbon et des aciéries. «On veut rencontrer les clients pour savoir si on peut améliorer certaines choses», explique M. Patoine.

Autrement, celui-ci s'attend à une «année stable ou un léger augmentation en 1993».

M. Patoine estime que la situation pour l'industrie maritime dans l'Est du Canada «se détériore rapidement». Selon lui, l'avenir passe par la réduction des coûts d'exploitation de tous les intervenants.

Claude Picher

Les signes de reprise

P

eut-on espérer, après trois longues années de difficile purgatoire économique voir enfin le bout du tunnel en 1993?

Si on en croit les prévisions des spécialistes, l'économie canadienne devrait connaître, au cours des douze prochains mois, une croissance réelle d'environ 3 p. cent; les plus optimistes parlent de 3,5, les plus pessimistes de 2,3.

Ce chiffre représente la croissance du PIB, c'est-à-dire de la taille de notre économie, en tenant compte de l'inflation. Par exemple, si l'ensemble des biens et services produits par une économie atteint 100 milliards une année, et 110 milliards l'année suivante, la croissance économique est de 10 p. cent.

Par contre, si cette même économie est affligée d'un taux d'inflation de 5 p. cent, la croissance réelle ne sera plus que de 5 p. cent, puisque la monnaie aura perdu 5 p. cent de sa valeur. Si la croissance est de 5 p. cent, et l'inflation de 10 p. cent, l'économie ne progresse plus, elle recule, et tout le monde s'appauvrit.

Le Canada, en sortant de la récession de 1981-82, a connu sept années de croissance économique ininterrompue. En avril 1990, la récession est arrivée, et l'économie, cette année-là, a reculé de 0,5 p. cent. En 1991, ce fut encore plus dur avec un recul de 1,7 p. cent. Pour 1992, on s'attend à une progression de 1 p. cent, ce qui est bien trop faible pour compenser les pertes des deux années précédentes. Si faible, en fait, que Statistique Canada hésite toujours à annoncer officiellement la fin de la récession. Cette prudence est pleine de bon sens: il suffirait d'un seul mauvais trimestre pour tout chambouler le portrait.

La «progression»

D'ailleurs, la «progression» de 1 p. cent, en 1992, n'impressionne personne. Les entreprises continuent de fermer, le chômage augmente, les investissements ne sont pas au rendez-vous, les dépenses des consommateurs non plus. Même avec une avance de 3 p. cent en 1993, on ne saurait parler de relance vigoureuse; tout au plus pourrait-on parler d'un heureux répit, fort bienvenu par ailleurs.

En principe, ce n'est qu'à la fin de juin que nous saurons si le premier trimestre de l'année a vu une progression (ou un recul) de l'économie, et dans quelle mesure.

Heureusement, nous disposons de tout un arsenal d'instruments de mesure qui nous permettent de voir venir la reprise (ou la récession) sans attendre les chiffres officiels, et de prendre avec un grain de sel les déclarations de nos politiciens.

Cet arsenal comprend, entre autres:

— Les données sur les ventes au détail, un des indicateurs économiques les plus fiables. Les dépenses des consommateurs constituent le moteur de la reprise. Après la récession de 81-82, les consommateurs ont littéralement joué le rôle de locomotive de l'économie canadienne. Les chiffres sur les ventes au détail sont publiés sept semaines après la fin du mois. Par exemple, les résultats de janvier sont publiés vers le 20 mars, ceux de février vers le 20 avril, et ainsi de suite. Bien avant la fin de juin, vous saurez si les consommateurs sont au rendez-vous ou non.

— Les intentions d'investissements publics et privés, une enquête clé de Statistique Canada qui chiffre les prévisions d'immobilisations, véritables dépenses créatrices d'emplois, notamment dans le secteur manufacturier. Ces données sont publiées fin février. Il s'agit d'intentions, certes, et elles peuvent se révéler sensiblement différentes de la réalité. Malgré cela, elles donneront, dans deux mois seulement, de précieuses indications sur le comportement de l'économie en 1993.

— Les données préliminaires sur le commerce international nous disent à quel point nous améliorerons notre compétitivité sur le marché américain (le seul qui compte véritablement pour nous), ou à quel point nous perdons du terrain. Les chiffres sont connus six semaines après la fin du mois. Vers le 15 mars, nous saurons donc dans quelle mesure (taux de change aidant) nos exportations augmentent et nos importations diminuent. Comme le Canada exporte le tiers de sa production, ces données nous permettent, trois mois avant la publication des chiffres officiels, d'avoir une bonne idée de ce qui s'en vient.

— Les indicateurs composites avancés figurent parmi les boules de cristal les plus souvent consultées. Il s'agit d'un panier de données qui, en principe, préfigurent du comportement de l'économie. On peut y inclure les ventes au détail, les ventes de biens durables, des indices boursiers, les indicateurs américains, les mises en chantier, les ventes de voitures neuves, etc. À surveiller, en particulier, l'Eco-indicateur de la Banque Royale, l'Indice précurseur Desjardins, l'Indicateur avancé de Statistique Canada, l'Indicateur de la CIBC. Déjà, ces indicateurs pointent vers une croissance de 3 p. cent, mais ils peuvent perdre du terrain ou gagner de la vitesse à mesure que la situation évolue.

— Un des signaux les plus rapidement publiés est l'indice de l'offre d'emploi, diffusé par Statistique Canada dans les quatre ou cinq jours qui suivent la fin du mois. Des le 5 ou le 6 février, vous saurez si les employeurs canadiens ont été plus ou moins actifs dans leur recherche de candidats en janvier. Calculé à partir des offres d'emploi publiées dans les journaux canadiens, cet indice est forcément incomplet, mais permet, très tôt dans l'année, de commencer à se faire une idée de ce que sera le reste de l'année.

— Il faut faire attention, d'autre part, aux statistiques immobilières. Les chiffres des courtiers en immeubles sont exacts, mais ne reflètent qu'une partie de la réalité (les transactions réalisées par le biais du service d'inscriptions multiples). Les gouvernements sont intervenus massivement dans le secteur de l'habitation, à un point tel qu'ils ont faussé les lois du marché. Les mises en chantier peuvent faire partie à la rigueur d'un indicateur composite, mais elles ne peuvent pas préfigurer du comportement de l'économie; la mise en chantier de 100 logements subventionnés crée temporairement des emplois dans la construction, mais ne peut évidemment pas être interprétée comme un indice de confiance des consommateurs.

— Les indices boursiers mesurent de façon relativement précise, au jour le jour, les attentes des gestionnaires de grands portefeuilles (fonds de pension, fonds mutuels, sociétés d'assurance). Comme il s'agit d'investisseurs en principe bien placés pour prendre de bonnes décisions, il n'est pas mauvais de saisir leurs perceptions. Pour le reste, les indices boursiers ont leurs limites. Le spectaculaire krach d'octobre 1987 a été suivi de deux années de croissance. Et l'indice canadien le plus utilisé, le TSE 300, est aujourd'hui au même niveau qu'en avril 1990. Après deux ans de récession...

Une bonne base

Il existe évidemment de nombreux autres indicateurs, plus ou moins sophistiqués. Ceux que nous venons de voir ont l'avantage d'être facilement accessibles (ils sont tous publiés régulièrement dans les journaux). Ils fournissent une bonne base à ceux qui veulent savoir ou ira l'économie. Ils permettent de décoder la réalité, derrière les déclarations des politiciens, ce qui n'est pas leur moindre mérite en ce début de 1993...

PROGRAMME D'INFORMATIQUE ET DE LANGUES DU YMCA

L'informatique à la portée de tous!

Les langues: une affaire rentable!

INFORMATIQUE
Dactylo sur ordinateur
L'informatique pour les vrais débutants
Connaître l'IBM PC
Lotus 123
DOS et Windows
WordPerfect 5.1
Ateliers sur la micro-édition
dBase IV+
Windows en une semaine

LANGUES
Anglais
Français
Espagnol
Allemand
Italien
Grec
Portugais
Japonais

Debut de session: 11 janvier
Inscription: 15, 16, 17 décembre
4, 5, 6, 7, 8 janvier
entre 12h-14h et
entre 16h-18h

YMCA CENTRE-VILLE
1450, rue Stanley
(Métro Peel)
849-8393
postes 712 et 732

YMCA HOCHELAGA MAISONNEUVE
4567, Hochelaga
(Métro Viau)
255-4651

CHOISIR DE RÉUSSIR

CECM ADULTES

Des établissements qui préparent à des emplois de qualité

Éducation des adultes Session de janvier 1993

Avez-vous pensé qu'il ne vous reste plus que deux jours pour vous inscrire à des écoles et à des centres qui dispensent un enseignement de qualité supérieure?

Secteurs: alphabétisation, formation générale et professionnelle, français langue seconde, activités de développement personnel et social, éducation populaire.

Pour plus d'informations: 596-5000



LA COMMISSION
DES ÉCOLES CATHOLIQUES
DE MONTRÉAL

CHOISIR DE RÉUSSIR

CECM ADULTES

Des établissements qui préparent à des emplois de qualité

Éducation des adultes Session de janvier

C'est le temps de penser à vous inscrire à l'éducation des adultes: alphabétisation, formation générale et professionnelle, français langue seconde, activités de développement personnel et social, éducation populaire.

Pour connaître nos dates et nos heures d'inscription, consultez notre brochure ou composez: 596-5000.



LA COMMISSION
DES ÉCOLES CATHOLIQUES
DE MONTRÉAL

CARRIÈRES ET PROFESSIONS



CLSC CÔTE ST-LUC/HAMPSTEAD

Le CLSC Côte St-Luc/Hampstead est à la recherche de personnes de calibre pour combler de nouveaux postes disponibles résultants d'un accroissement des services à la population.

ERGOTHÉRAPEUTES

Permanent, temps partiel (2 1/2 jours/semaine) Concours 2107
Temporaire, temps partiel (4 jours/semaine) Concours 2115
Maintien à domicile

ORTHOPHONISTES

Permanent, temps partiel (1 jour/semaine) Concours 2108
Temporaire, temps partiel (1 jour/semaine) Concours 2116
Maintien à domicile

DIÉTÉTICIEN(NE)

Permanent, temps partiel (2 jours/semaine) Concours 2109
Maintien à domicile et Enfance, famille, jeunesse

INFIRMIÈRE(E)

Permanent, temps complet Concours 2110
Enfance, famille, jeunesse
Formation en santé communautaire, membre de l'O.I.I.Q.

AUXILIAIRES À DOMICILE

Permanent, temps complet
Enfance, famille, jeunesse (1 poste) Concours 2111
Maintien à domicile (1 poste) Concours 2112

HYGIÉNISTE DENTAIRE

Temporaire, temps partiel (1/2 jour/semaine) Concours 2113
Enfance, famille, jeunesse.

ORGANISATEUR(TRICE)

COMMUNAUTAIRE
Temporaire, temps complet Concours 2114
Maintien à domicile

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae à :

Elizabeth Farinelli
Direction des ressources humaines
CLSC Côte St-Luc/Hampstead
5250, Décarie, #130
Montréal, Qc H3X 2H9

CONTRÔLEUR

Notre client, distributeur de matériaux de construction de Châteauguay, est à la recherche d'un contrôleur qui assurera les fonctions suivantes:

- Suivi du contrôle interne
- Préparation d'états financiers mensuels
- Compléter rapports gouvernementaux
- Préparation du dossier de vérification

Le candidat devra remplir les exigences suivantes:

- Détenir titre professionnel tel que C.A., C.G.A., C.M.A.
- Maîtriser Lotus 1-2-3
- Être bilingue
- Avoir minimum 3 ans d'expérience

Nous offrons:

- Salaire selon expérience
- Bons avantages sociaux

S.V.P. faire parvenir votre C.V. avant le 9 janvier 1993 à:

CHAREST & CIE, C.A.
2761, Prudential
Laval (Québec)
H7K 3M1

Fermont est une ville minière située dans le Nouveau-Québec à 360 kilomètres au nord de Sept-Îles. Sa population est d'environ 3 800 habitants et elle se caractérise par son dynamisme et son accueil chaleureux. Sur le plan sportif et récréatif la ville de Fermont offre un ensemble complet de services. Quant au Centre de santé de l'Hématite, il constitue la ressource unique dans la dispensation des services de santé et services sociaux sur le territoire. De plus, il administre deux dispensaires situés à Schefferville et Kawawachikamach.



Centre de Santé de l'Hématite

1, rue Aquilon, C.P. 550
Fermont (Québec) G0G 1J0
Tél. : (418) 287-5461

DIRECTEUR OU DIRECTRICE
DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Relevant de la directrice générale et dans un contexte de gestion décentralisée, il ou elle appuie et conseille les autres directions dans la gestion des ressources humaines, financières et matérielles. Il ou elle coordonne toutes les activités relatives à la planification budgétaire, à la comptabilisation et au contrôle budgétaire. Il ou elle est responsable des services techniques de l'établissement. Il ou elle supervise les activités du personnel sous son autorité directe.

EXIGENCES

- Diplôme universitaire de premier cycle en administration, option finances
- Trois années d'expérience à titre de gestionnaire
- Connaissance du réseau des Affaires sociales

RÉMUNÉRATION

Conforme aux normes du Ministère (classe 14) lesquelles prévoient des conditions de travail particulières aux régions éloignées.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 8 janvier 1993, 17 h, à l'adresse suivante :

Direction générale, Centre de santé de l'Hématite, C.P. 550, Fermont (Québec) G0G 1J0

Châteauguay



La ville de Châteauguay, capitale régionale du Sud-Ouest de Montréal avec une population de plus de 40 700 citoyens et citoyennes, recherche une personne dynamique pour combler un poste

D'ASSISTANT(E)-TRÉSORIER(ÈRE)

Description sommaire de la fonction
Sous l'autorité de la trésorière, il (elle) est responsable :

- de contrôler et d'enregistrer les transactions financières et de produire les rapports nécessaires ;
- de planifier et de superviser le travail des employés relié à la perception, à la taxation, à la paie, aux achats et déboursés, et de participer à l'accomplissement de certaines tâches dans ces domaines ;
- lorsque requis, remplacer la trésorière conformément à la Loi sur les cités et villes ;
- d'agir conjointement comme personne-ressource dans le développement et l'utilisation des systèmes comptables informatiques.

Exigences

- un titre professionnel comptable (c.a., c.g.a.)
- une expérience pertinente d'au moins trois ans acquise dans une corporation municipale ;
- une connaissance approfondie de la comptabilité par fonds et des normes reconnues en comptabilité municipale ;
- une connaissance pratique de l'informatique et de l'utilisation d'un chiffrier électronique et de base de données « Lotus 1-2-3 » ;
- une connaissance des lois qui régissent la fiscalité municipale ;
- maîtrise requise des langues française et anglaise tant parlées qu'écrites.

Le(la) candidat(e) devra être énergique, être capable de comprendre et d'appliquer des principes comptables, des méthodes et techniques nouvelles, être apte à résoudre des problèmes complexes, à diriger du personnel et à planifier son travail.

Pour ce poste cadre, nous offrons une rémunération et des avantages sociaux très concurrentiels.

Vous devez établir votre résidence principale à Châteauguay dans les douze (12) mois suivant l'arrivée dans le poste et y demeurer comme condition de maintien de votre emploi.

Si vous rencontrez ces exigences et désirez vous joindre à une équipe dynamique, achetez votre résumé d'emploi sous pli confidentiel, au plus tard le 15 janvier 1993, à l'adresse suivante :

Ville de Châteauguay
Service des ressources humaines
5, boulevard D'Youville
CHATEAUGUAY (Québec)
J6L 2P8

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.

NOUS COMMUNIQUERONS UNIQUEMENT AVEC LES PERSONNES QUI SERONT RETENUES POUR FIN D'ENTREVUE.

Châteauguay
une
ville en plein
essor
où prime
la
qualité
de vie

CLSC

LAC-SAINT-LOUIS

Coordonnatrice(teur)
Centre de jour

(Permanent à temps complet)

Gérer les activités de maintien à domicile au Centre de jour en relation avec les soins et services offerts aux usagers. S'assurer de l'intégration des ressources financières, humaines et matérielles mises à sa disposition, dans une optique multidisciplinaire. Voir à la complémentarité des soins offerts avec les autres services du CLSC.

Pour postuler : • Diplôme universitaire de 1er cycle en sciences infirmières. • Membre en règle de l'O.I.I.Q. • 3 ans d'expérience en Centre de jour et 1 an en gestion. • Bilinguisme.

Le CLSC respecte l'équité en matière d'emploi. Veillez faire parvenir votre curriculum vitae, en indiquant le titre du poste sur l'enveloppe, avant le 8 janvier 1993 au CLSC LAC-SAINT-LOUIS, 145 avenue Cartier, Pointe-Claire (Québec) H9S 4R9. Seules les personnes reçues en entrevue seront contactées.

Avec vous... au besoin



COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF
(cours collégial)

Professeur de psychologie
Hiver 1993

1 groupe - cours Psychologie sociale: 3 h/semaine
Déposer curriculum vitae avant le lundi 4 janvier 1993 à midi

au: Collège Jean-de-Brébeuf
Pavillon Lalemant
5625, Decelles
Montréal (Québec)
H3T 1W4

ou:
Télécopieur: 342-0693
à l'attention de Lise Martineau

REPRÉSENTANTS — PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Ressources PromoCare est une entreprise spécialisée dans le domaine des services contractuels de représentation (temps plein / partiel) destinés à l'industrie des soins de santé.

Nous sommes à la recherche de candidat(e)s bilingues qualifié(s) possédant un B. Sc. et une expérience pertinente dans la représentation de spécialités pharmaceutiques (cardiologie, dermatologie, urologie) auprès des professionnels de la santé et pharmaciens. Nous désirons combler des postes immédiatement pour les régions de Montréal, Sherbrooke, Québec, Hull/Ottawa et le Lac Saint-Jean.

Nous recherchons de plus des candidat(e)s bilingue(s), basés dans la région de Montréal, possédant au moins trois(3) années d'expérience dans le domaine du télémarketing auprès des pharmaciens et professionnels de la santé.

Si cette offre d'emploi vous intéresse, prière de nous faire parvenir par service de messagerie ou par télécopieur votre curriculum vitae avant le 2 janvier 1993 à :

Ressources PromoCare Inc.

Mandat Mtl-001
36, Place Rupert
Repentigny (Québec) J6A 3V4
ou Télécopieur : (514) 657-0387

N.B. : Seuls les candidats possédant le profil ci-haut indiqué seront contactés. Aucun appel téléphonique ne sera accepté.

Le C.A.-C.L.S.C. Saint-Laurent est un établissement du réseau de la santé et des services sociaux qui a pour mission d'opérer un centre d'hébergement et de soins de longue durée de 154 lits et de desservir la population du district de C.L.S.C. de Ville Saint-Laurent (plus de 70 000 habitants) en services de santé de première ligne et en services de maintien à domicile.

Le C.A.-C.L.S.C. Saint-Laurent recherche:
Pour son C.L.S.C.

Un(e) coordonnateur(trice)

de programmes à temps complet:

- Services courants;
- Jeunesse;
- Accueil — réception — archives.

Fonctions:

Sous l'autorité de la directrice des services professionnels et de réadaptation, le(la) candidat(e) aura à planifier, coordonner, contrôler et évaluer les activités relatives à ses services. Il(elle) devra se préoccuper de la multidisciplinarité entre les intervenants et promouvoir les objectifs de l'établissement.

Exigences:

- Baccalauréat en service social ou nursing;
- Expérience de 3 ans en gestion, en CLSC serait un atout;
- Connaissance du réseau des CLSC et de sa mission;
- Formation en administration un atout;
- Bilingue.

Rémunération:

Classe 14.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae avant le 09 janvier 1993 à :

Madame Sophie Gravel
Conseillère en gestion des ressources humaines
C.A.-C.L.S.C. Saint-Laurent
1055, chemin Côte Vertu
SAINT-LAURENT (Québec)
H4L 1Y8

Seules les personnes retenues pour une entrevue recevront un accusé de réception. Nous encourageons et respectons le principe de l'équité en matière d'emploi.

Compagnie de distribution de marques cosmétiques en instituts de beauté et centres de santé recrute:

REPRÉSENTANT(E) DES VENTES

(pour Montréal et ses environs)

Le(la) candidat(e) doit posséder un talent supérieur de vendeur, être dynamique et organisé(e).

- Doit avoir une expérience de vente sur la route réussie de deux ans minimum.
- Une expérience et une formation dans l'esthétique serait un atout.
- Les deux langues (français et anglais) sont requises.

Veillez faire parvenir votre C.V. avant le 11 janvier 1993 à:

Service des ressources humaines
Casier postal 48048
Montréal, Qc H2V 4S8

Les agences sont priées de s'abstenir

Le Centre hospitalier Catherine Booth, qui est un centre de réadaptation de courte durée d'une capacité de 84 lits, désire combler les postes permanents à temps complet suivants :

Ergothérapeute

Vous devez posséder de l'expérience en réadaptation pour adultes.

Physiothérapeute coordonnateur(trice)

Vous devez posséder de l'expérience en réadaptation pour adultes et en administration.

Ces deux postes s'adressent à des candidats bilingues et membres en règle de leur corporation professionnelle du Québec. Le salaire sera établi selon la convention collective en vigueur. Une prime de 5 % est en outre associée au poste en physiothérapie. Veillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 8 janvier 1993 à M^{me} Louise Hudon Ménard, chef des services de réadaptation, Centre hospitalier Catherine Booth, 4375, avenue Montclair, Montréal (Québec) H4B 2J5.

«SURPRISE SUR PRISE»

Recherche des candidat(e)s pour des postes en ALLEMAGNE

PRODUCTEUR(TRICE) DÉLÉGUÉ(E)
DIRECTEUR(TRICE) DE PRODUCTION

Exigences:

- Expérience pertinente et dynamisme.
- Très bonne connaissance de l'anglais
- Disponibilité immédiate

Veillez faire parvenir votre c.v. avant le 5 janvier 1993 à:

Les Productions Pram Inc./Projet Allemagne
C.P. 429, Succursale DeLormier
Montréal (Québec)
H2H 2N7



HÔPITAL DE MONT-JOLI INC.

L'Hôpital de Mont-Joli Inc. est un établissement à vocations multiples, spécialisé en psychiatrie, en réadaptation physique, en gériatrie et en soins de longue durée. L'Hôpital dispense également des services externes en psychiatrie et en réadaptation physique et opère une clinique d'urgence. De compétences diversifiées, 790 personnes oeuvrent au sein de l'établissement.

NOUS RECHERCHONS

2 PHYSIOTHÉRAPEUTES

POSTE

1 temps complet temporaire: environ 18 mois, de janvier 1993 à juin 1994.
Clientèle : médecine physique, adulte, incapacités significatives et persistantes.

1 temps complet temporaire: environ 12 mois, de janvier 1993 à décembre 1993.
Clientèle : orthopédie externe, incapacités temporaires.

EXIGENCES

- Baccalauréat en sciences de la santé — option physiothérapie
- Membre en règle de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec
- Capacité d'adaptation et de travail en équipe multidisciplinaire.

1 ERGOTHÉRAPEUTE

POSTE

1 temps complet temporaire: environ 8 mois, du mois d'avril 1993 à novembre 1993.

EXIGENCES

- Baccalauréat en sciences de la santé — option ergothérapie
- Membre en règle de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec
- Capacité d'adaptation et de travail en équipe multidisciplinaire.

1 ORTHOPHONISTE

POSTE

1 temps complet temporaire: environ 9 mois, du mois de janvier 1993 à septembre 1993.
Clientèle : réadaptation pédiatrique, pédiatrique.

EXIGENCES

- Diplôme universitaire de 2e cycle en orthophonie
- Membre en règle de la Corporation professionnelle des orthophonistes du Québec
- Capacité d'adaptation et de travail en équipe multidisciplinaire.

LA RÉMUNÉRATION

Échelle de salaire et conditions de travail selon les politiques du ministère de la Santé et des Services sociaux.

POSSIBILITÉ D'HÉBERGEMENT DANS NOS RÉSIDENCES

CE POSTE EST OUVERT ÉGALEMENT AUX FEMMES ET AUX HOMMES

Si vous êtes intéressée à faire partie d'une équipe jeune et dynamique, nous serons heureux de vous accueillir et de faciliter votre développement personnel et professionnel.

Veillez nous transmettre votre offre avant le 8 janvier 1993 à :

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES
HÔPITAL DE MONT-JOLI INC.
800, AVENUE SANATORIUM
MONT-JOLI (QUÉBEC) G5H 3L6



RÉGIE RÉGIONALE
DE LA SANTÉ ET DES
SERVICES SOCIAUX

MAURICIE-
BOIS-FRANCS

DIRECTEUR OU DIRECTRICE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

La Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Mauricie-Bois-Francis est à la recherche d'un directeur ou d'une directrice de la santé publique.

RESPONSABILITÉS

Sous l'autorité du directeur général, la personne planifiera, coordonnera et contrôlera l'ensemble des activités du programme de santé publique. Elle assumera également les fonctions et responsabilités spécifiques prévues à l'intérieur de différentes lois dont la Loi sur les services de santé et les services sociaux, la Loi sur la protection de la santé publique et la Loi sur la santé et la sécurité au travail.

EXIGENCES

- Être membre en règle de la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;
- être formé(e) et expérimenté(e) dans le domaine de la santé communautaire ;
- avoir une bonne expérience en gestion et posséder une bonne connaissance de la région.

RÉMUNÉRATION

Classe C (provisoire) selon les normes du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Le curriculum vitae doit être envoyé à l'adresse suivante avec la mention « appel de candidatures-directrice ou directeur de la santé publique » et ce avant le 15 janvier 1993.

Direction générale

Régie régionale de la santé et des
services sociaux Mauricie-Bois-Francis
550, rue Bonaventure
Trois-Rivières (Québec)
G9A 2B5



Collège
Édouard-Montpetit
École nationale d'aérotechnique

PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS COMPLET
EN CONSTRUCTION D'AÉRONEFS

pour la session HIVER 1993 à l'enseignement régulier

Qualifications:

- Diplôme universitaire de premier cycle dans une spécialité appropriée et 3 ans d'expérience dans l'industrie aéronautique
- ou
- DEC en aéronautique et 5 années d'expérience pratique en métal en feuilles ou en matériaux composites
- ou
- 5 années d'expérience pratique en machines-outils, commande numérique ou outillage.

Les personnes intéressées sont invitées à faire parvenir leur curriculum vitae à la Direction des ressources humaines, à l'attention de Monsieur Clément Jenneau, au plus tard le 4 janvier 1993, à l'adresse indiquée ci-dessous.

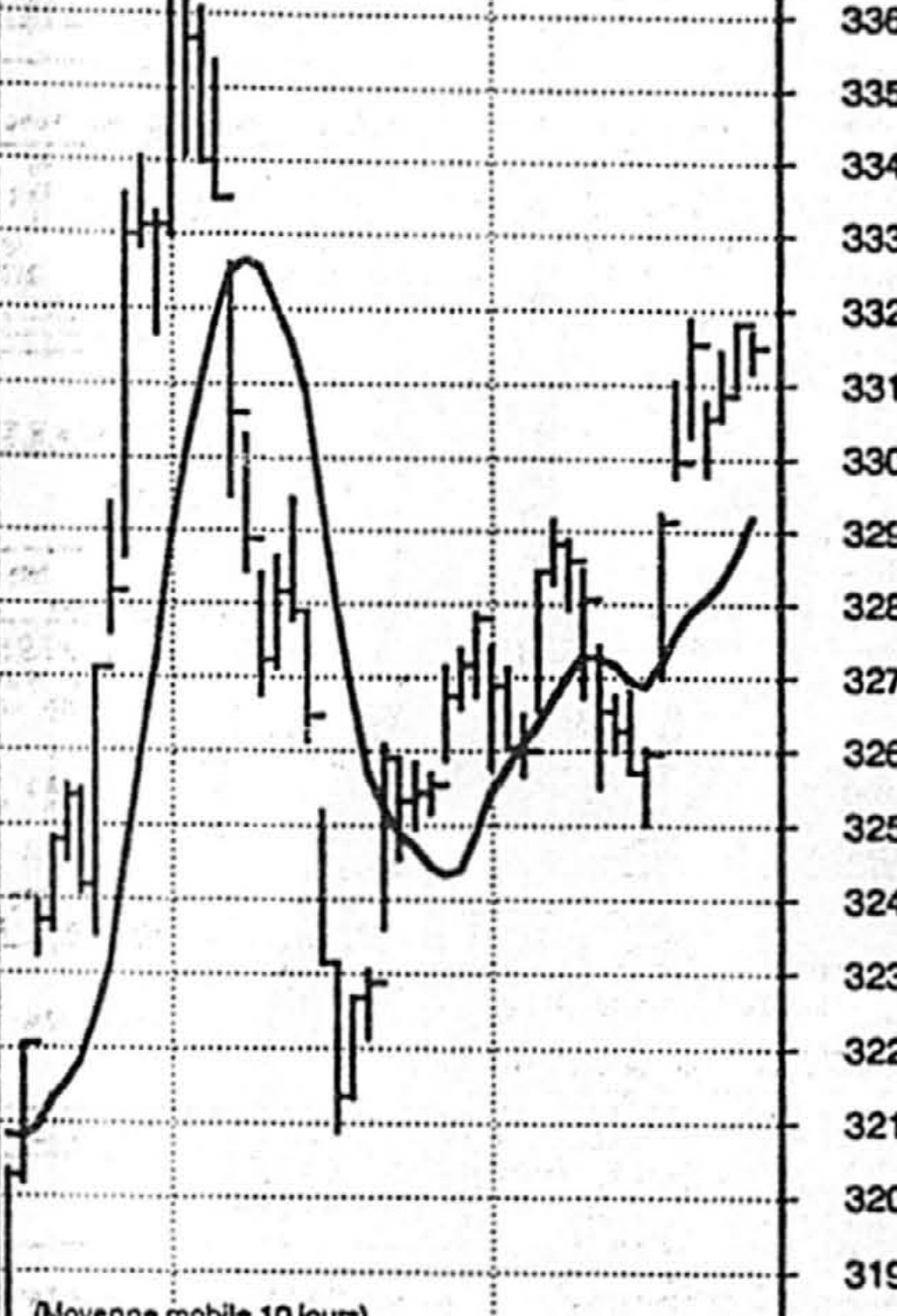
Concours 93-H-526
Collège Édouard-Montpetit
945, chemin de Chambly
Longueuil (Québec)
J4H 3M6

Le Collège souscrit au principe d'équité en matière d'emploi et applique un programme d'accès à l'égalité pour les femmes.

TORONTO

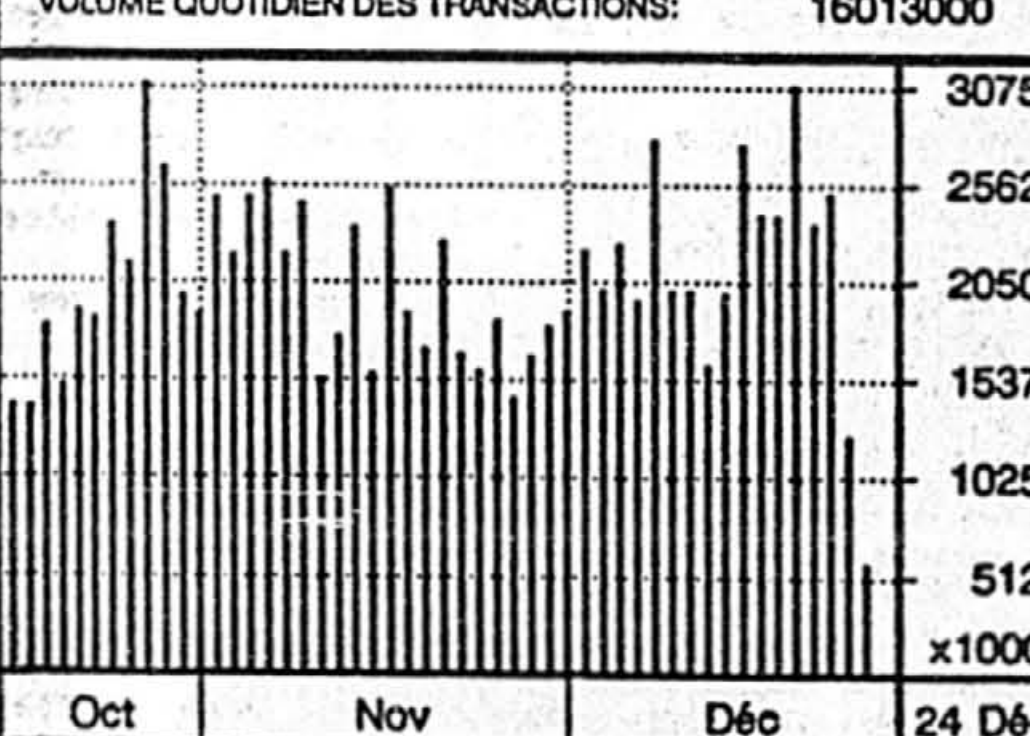
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 3321.93
Fermeture: 3319.91
Bas: 3316.76



(Moyenne mobile 10 jours)

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 16013000



INDICES DE TORONTO	Ferm.	Var.
300/COMPOSÉ	3319.91	-3.24
SERV. FINANCIERS	2595.32	+1.47
MINES ET MÉTAUX	2741.40	-11.69
PÉTROLE ET GAZ	3267.77	+7.95
INDUSTRIELLES	2035.70	+0.57
AURIFÈRES	5137.36	-0.52
PAPETIÈRES	3047.99	-17.50
CONSOMMATION	6098.45	-24.40
IMMOBILIER	3152.93	+38.67
TRANSPORT	4205.27	+11.96
PIPIERES	3436.06	-7.63
SERV. PUBLICS	3023.97	-19.24
COMMUNICATIONS	3706.73	+15.67
DÉTAIL	3764.14	+3.88
GESTION	3542.34	+12.05

HAUT	179.97
FERMETURE	179.37
BAS	178.96
VOLUME	1556647

Source: Decision-Plus Inc.

Valeurs	Ventes	Haute	Bas	Ferm.	Ch.
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16

Valeurs	Ventes	Haute	Bas	Ferm.	Ch.
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16

Valeurs	Ventes	Haute	Bas	Ferm.	Ch.
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16

Valeurs	Ventes	Haute	Bas	Ferm.	Ch.
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16

Valeurs	Ventes	Haute	Bas	Ferm.	Ch.
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16

Valeurs	Ventes	Haute	Bas	Ferm.	Ch.
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16

Valeurs	Ventes	Haute	Bas	Ferm.	Ch.
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16

Valeurs	Ventes	Haute	Bas	Ferm.	Ch.
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16

Valeurs	Ventes	Haute	Bas	Ferm.	Ch.
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16

Valeurs	Ventes	Haute	Bas	Ferm.	Ch.
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16

Valeurs	Ventes	Haute	Bas	Ferm.	Ch.
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16

Valeurs	Ventes	Haute	Bas	Ferm.	Ch.
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16

Valeurs	Ventes	Haute	Bas	Ferm.	Ch.
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16

Valeurs	Ventes	Haute	Bas	Ferm.	Ch.
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16

Valeurs	Ventes	Haute	Bas	Ferm.	Ch.
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16

Valeurs	Ventes	Haute	Bas	Ferm.	Ch.
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16

Valeurs	Ventes	Haute	Bas	Ferm.	Ch.
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16
Alcan	1600115	16	16	16	16

Volume	Valeurs	Ferm.	Var.
105 000	111 111	100	0

DU 26 DÉCEMBRE 1992 AU 3 JANVIER 1993

Votre

ÉPICIER-PROPRIÉTAIRE

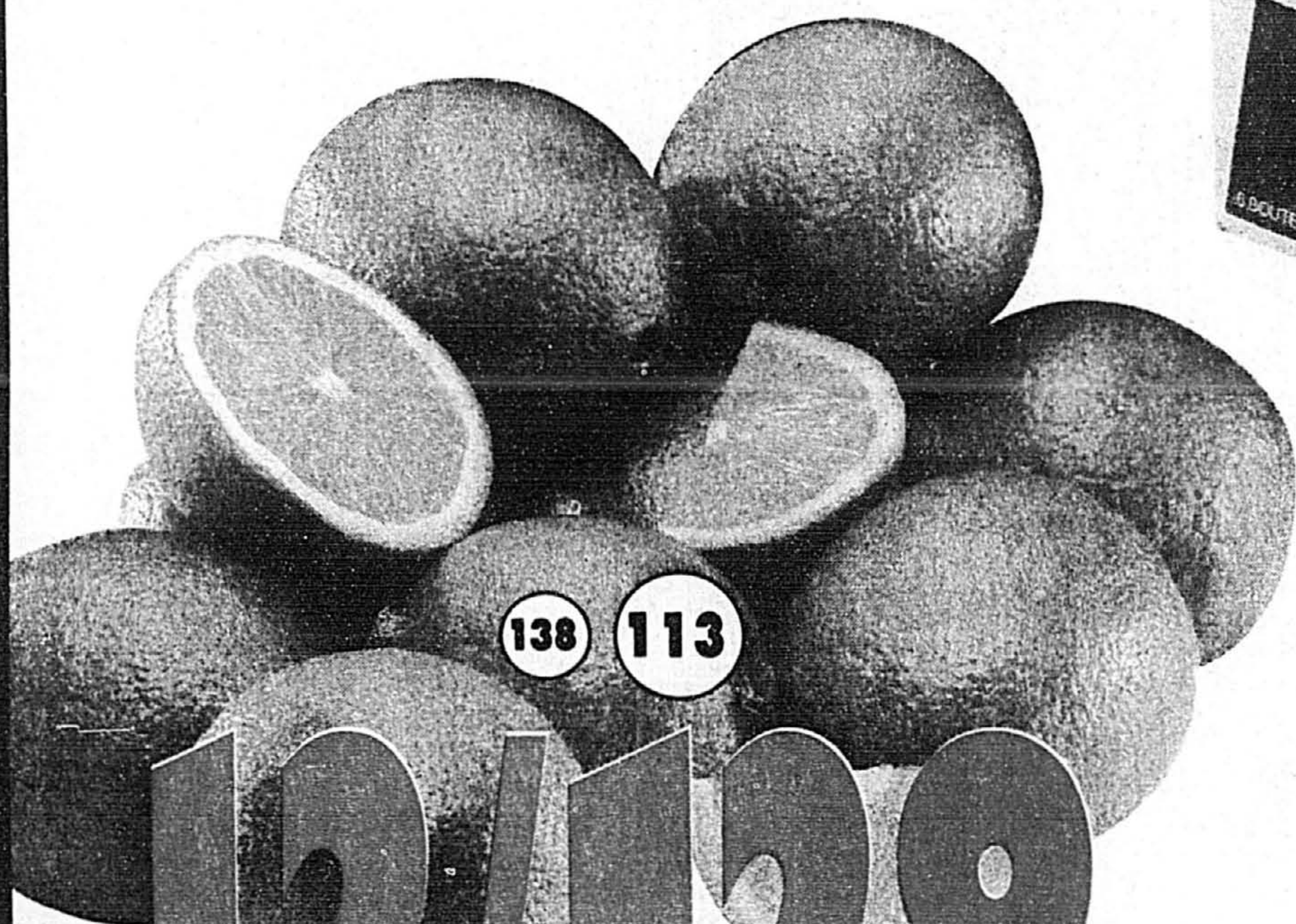
IGA

*marque de certification d'IGA Canada Itée



PEPSI-COLA
OU SEVEN-UP
Ordinaire, diète
Bouteilles consignées
750 mL

6/12/29



12/129

ORANGES NAVEL
Produit de la Californie
Grosneur 113
SUNKIST

BIFTECK
DE CÔTES
D'ALOYAU
Boeuf approuvé Canada

348

767
\$/kg

\$/lb

657
\$/kg

\$/lb

ROSBIF DE CÔTES
D'ALOYAU
Boeuf approuvé Canada

Bonne Année!

Hudon et Deaudelin Itée



49¢

EAU MINÉRALE
OU DE SOURCE
MONTCLAIR
750 mL + 250 mL



179

CRÈME GLACÉE
CASCADE
Carton
2 L

ÉCONOMISEZ 60¢

Prix annoncé: 3/3,57

99¢
unité

JUS
DE FRUITS
OASIS
960 mL

3/297

Du 26 décembre 1992
au 3 janvier 1993 seulement.
Limite d'un bon par client.

IGA



100%

SUPERMARCHÉ
IGA

DES PRIX D'ENTREPÔT SEMAINE APRÈS SEMAINE

SUR DES
CENTAINES
DE PRODUITS
DANS TOUS
LES RAYONS

les
Duraprix
IGA

AUGMENTEZ VOS ÉCONOMIES EN ACHETANT
LES PRODUITS IDENTIFIÉS
SOUS L'APPELLATION "LES DURAPRIX IGA"

Notre cahier publicitaire vous propose de nombreuses autres aubaines.
(Si vous ne recevez pas ce cahier publicitaire, demandez-en un à votre marchand IGA.) Nous nous réservons
le droit de limiter les quantités. Pas de vente aux marchands. Le texte prévaut sur la photo lorsque celle-ci ne
correspond pas la description du produit annoncé.